



PPE - DE

Communiqué de presse sur la suspension des négociations de l'organisation mondiale du commerce (OMC) concernant l'agenda pour le développement de Doha, Jean-Pierre Audy, député européen, s'est exprimé mardi 5/09/2006 en séance plénière du parlement européen réunie à Strasbourg.

Le 24 juillet dernier, le directeur-général de l'organisation mondiale du commerce (OMC), M. Pascal Lamy, a suspendu les négociations sur le programme de Doha pour le développement, et n'a laissé entrevoir aucun délai quant à leur reprise. Suite à ce report des négociations de l'agenda de Doha, Jean-Pierre Audy député européen a tenu à réagir car selon lui, *"la situation est très grave"*. Il est intervenu mardi matin en séance plénière du parlement européen à Strasbourg pour souligner sa forte inquiétude, condamner les comportements hypocrites de nombreux pays et indiquer que si les négociations ne reprenaient pas ce serait la croissance mondiale et avant tout, les pays en développement qui en pâtiraient le plus. Il a salué la décision du commissaire Peter Mandelson de boycotter la réunion prévue à Canberra en Australie où Américains et Australiens tentent, hors de toutes procédures collectives, de recoller les morceaux qu'ils ont brisés.

Jean-Pierre Audy, qui a participé à la délégation du parlement européen lors de la conférence ministérielle de Hong-Kong au mois de décembre dernier et qui doit se rendre à Genève, cette semaine, pour la conférence interparlementaire de l'OMC, a indiqué que *"les gouvernements ont apporté la preuve de leur incapacité à gérer le bien commun commercial mondial et, pire, à ne pas pouvoir aboutir sur un agenda de développement"*, car *"c'est vraiment la question du développement qui est au cœur de ces négociations"* a-t-il martelé en souhaitant que, à défaut de réformer le commerce international, il y ait un consensus sur un programme de développement.

Il faut sortir de l'impasse et, pour cela, Jean-Pierre Audy, député européen, membre de la commission du commerce international du parlement européen propose : *" qu'une initiative parlementaire ait lieu sous l'égide de l'union interparlementaire mondiale qui représente les parlements des Etats souverains. Cette initiative aurait pour objet d'interroger les représentants légitimes des peuples sur ce dossier et d'adresser aux exécutifs une recommandation quant au chemin à emprunter pour régler les grands désordres actuels du commerce international."*